

Source Investir au Cameroun 23 octobre 2024

« Le coton africain est le meilleur au monde et il doit être valorisé par la transformation » (Modeste Aboe)



(Agence Ecofin) - Le 7 octobre dernier, le monde célébrait la journée mondiale du coton. Cet évènement qui en était à sa 6^e édition avait lieu à Cotonou au Bénin. Cette rencontre a réuni diverses parties prenantes de la chaîne de valeur mondiale de la fibre ainsi que les acteurs régionaux, qu'ils soient privés ou institutionnels. Parmi ceux-ci figurait Modeste Aboe, expert de la filière coton-textile à l'UEMOA, qui s'est entretenu avec l'Agence Ecofin sur diverses problématiques touchant le coton africain.

Agence Ecofin : Pendant la journée mondiale du coton, la question de l'échec des négociations sur la fin des subventions au coton a été abordée par plusieurs intervenants. Quel est votre avis sur le sujet des soutiens publics à la production mondiale ?

Modeste Aboe : D'un point de vue purement personnel, je pense que le combat doit être ailleurs. Le financement de l'agriculture est un rôle régalien de l'État. Dans tous les pays du monde, on injecte des ressources publiques dans l'agriculture. Si un Etat ne peut pas le faire, il en portera les conséquences. Chaque pays est libre de faire ce qu'il veut de sa filière coton. Donc si les USA et le Brésil subventionnent leurs producteurs, on ne peut pas leur en vouloir. Aller coûte que coûte contre cela n'a pas d'utilité selon moi. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les discussions n'ont pas abouti depuis 2003 et qu'elles n'aboutiront jamais.

AE : On pourrait vous répondre que les subventions de ces pays entraînent des distorsions sur les marchés mondiaux avec les prix en baisse qui pénalisent les pays du C4+ comme le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad, le Mali qui n'ont pas une grosse capacité financière.

MA : Effectivement. La question de l'inégalité des chances des pays producteurs de coton par rapport aux subventions a été aussi abordée par la directrice générale de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC). Mais je pense aussi qu'on ne peut pas demander raisonnablement aux producteurs comme les Etats-Unis et la Chine qui ont les moyens de subventionner leur filière de ne pas le faire. Si les pays africains n'ont pas le pouvoir financier, il faut aller sur d'autres pistes. C'est pour cela qu'il est temps que nous puissions transformer notre coton en terre africaine. Par rapport à

notre climat, on est capable de porter les produits à base de coton du 1er janvier au 31 décembre de l'année, contrairement aux Européens qui ont 4 saisons. On ne peut pas s'habiller en produits à base de coton pendant l'hiver. Mais ici en Afrique, nous pouvons porter du coton en tout temps. Nous avons la meilleure fibre du monde. Transformons notre coton en terre africaine.

AE : Justement, l'UEMOA poursuit depuis 2003, l'ambition d'augmenter la transformation de la fibre et d'impulser le développement des filières textile-habillement dans les pays. Où en sommes-nous actuellement ?

MA : Je pense qu'il est nécessaire de faire un rappel. D'abord l'UEMOA a adopté un « Agenda coton » le 22 décembre 2003. L'objectif initial était de parvenir à transformer 25% de la production de l'espace UEMOA d'ici 2010. Malheureusement, à l'échéance de 2010, nous avons constaté que la production de coton graine a progressé, mais que le segment de la transformation de la fibre n'a pas vraiment évolué. Au moment où on adoptait l'Agenda, on était autour de 400 000 tonnes de coton graine, mais vers les années 2010, on était déjà autour de 1 million de tonnes de coton graine dans l'espace UEMOA. Un bilan a été fait et les volumes transformés étaient moins de 3 %. Ainsi, la Commission a procédé à la mise à jour de l'Agenda coton-textile en vue de le redynamiser et il est devenu stratégie pour la compétitivité de la filière coton-textile dans l'UEMOA avec le même objectif de transformer localement 25 % de la fibre produite à l'horizon 2020. C'est pendant la mise en œuvre de cette feuille de route que je me suis retrouvé à la Commission. Là encore, une fois en 2020, on a constaté que les résultats obtenus n'étaient pas à la hauteur des attentes. On n'a même pas dépassé 3 %.

Donc, cela n'a pas fonctionné comme souhaité. Mais par contre, l'offre de la fibre de coton a continué à progresser avec la quasi-totalité vendue aux filateurs asiatiques via les négociants qui sont basés dans des pays européens comme la Suisse, la Belgique et la France.

Une fois en 2020, j'ai sollicité une réactualisation de l'agenda pour 2030 tout en limitant les ambitions. Il faut savoir qu'au moment où on parlait de 25 % de transformation, on produisait moins de 200 000 tonnes de fibre. Actuellement, on est à plus de 1 million de tonnes de fibres. Donc, le chiffre de 25 % annoncé en 2003 n'a rien à avoir avec ceux de 2020. Aujourd'hui cela équivaut à plus de 250 000 tonnes de fibre.

Donc le travail d'actualisation est en cours pour qu'on ramène les ambitions de transformation à 10 % de la production de la fibre soit autour de 100 000 tonnes chaque année. Avec ce que j'ai vu à la Glo-Djigbe Industrial Zone (GDIZ) au Bénin, plus les efforts au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Sénégal et au Togo, la dynamique de transformation est lancée. Nous sommes persuadés qu'en 2030 on pourra atteindre au moins les 10 % de la fibre de coton transformés dans l'UEMOA.

AE : Les instances régionales fixent un cap, mais au final, c'est toujours les Etats membres qui doivent agir. Et pour le coton comme le cajou ou le cacao, cela suppose de mettre en place des incitations, un cadre réglementaire, des infrastructures, une énergie abordable et de qualité.

MA : Oui effectivement, pour pouvoir transformer durablement, il faut être compétitif. Et pour cela, il n'y a rien à faire, il faut de l'énergie. C'est cela le véritable moteur de la transformation de la fibre de coton. En ce qui concerne le Bénin, je suis persuadé qu'il y a eu forcément des facilitations en matière d'énergie électrique pour alimenter les usines modernes dans la GDIZ. L'industrie textile est énergétivore. C'est connu. Il faut alimenter les installations, il faut des conditions optimales pour l'humidité et la température dans les laboratoires et ateliers de fabrication et cela demande des ressources énormes. C'est un processus qui est capitalistique. On ne peut pas développer la transformation si on n'a pas réalisé des infrastructures et qu'on n'a pas des équipements modernes.

Maintenant, par rapport à la réglementation, je crois que cela fait partie de notre rôle aussi, et nous allons voir dans quelle mesure on pourra mettre en place des programmes pour inciter le privé à vouloir investir dans le secteur coton-textile-habillement dans l'espace UEMOA.

AE : En parlant de transformation, il y a des avis partagés quant à l'adéquation du coton ouest-africain pour la fabrication de jeans ou de t-shirts. La haute qualité de la fibre serait plus adaptée aux filatures traditionnelles. Quelle est votre opinion sur le sujet ?

MA : Je dois rappeler que ce qui caractérise une fibre textile, c'est sa grande longueur (soie, NDLR) par rapport à son petit diamètre. Les extra longues soies sont essentiellement produites aux Etats-Unis, en Egypte. Les fibres les plus longues font des choses les plus fines et sont plus chères. Cela est normal. Effectivement, le coton ouest-africain est de très bonne qualité avec des soies moyennes. On peut très bien fabriquer les jeans avec le coton africain. Avec nos moyennes soies, nous sommes au milieu des gammes (90% du coton commercialisé dans le monde). Le coton ouest-africain est bien utilisé dans la fabrication des jeans et les étoffes en général soit seul ou en mélange avec d'autres fibres textiles qu'elles soient animales, artificielles ou synthétiques. Les extra longues soies qui servent à la confection des articles plus fins ne font qu'à peine 10 % de la production mondiale du coton.

AE : En attendant l'émergence des industries textiles sur le plan régional, comment les pays africains peuvent-ils mieux tirer parti de la commercialisation de leur produit sur le marché mondial ?

MA : Je peux affirmer que le coton africain est mal vendu actuellement sur le marché. C'est seulement deux paramètres déterminés de manière manuelle et visuelle qui sont utilisés par les négociants qui viennent chez nous. Il s'agit de la longueur de la fibre et du grade.

Ce sont là des aspects subjectifs, alors que sur le marché international du coton fibre nous avons 6 caractéristiques technologiques recommandées par le Groupe de travail sur la normalisation commerciale du classement du coton par instruments (CSITC) du Comité consultatif international sur le coton (ICAC). Il s'agit du micronaire qui est un indicateur de la finesse et de la maturité de la fibre de coton, la longueur des fibres (UHML), l'uniformité de la longueur, la ténacité, la réflectance et l'indice de jaune. Donc vous avez ces critères de classement qui sont présents sur le marché international. Mais l'Afrique va avec son coton sur le marché avec ses deux paramètres qui sont dépassés. Il est temps qu'on évolue du classement manuel-visuel vers le classement instrumental. J'avais mis en place, dans le cadre de ma thèse, une méthodologie pour faire cette transition et à l'époque 47% de la production mondiale du coton fibre étaient classés par des instruments de mesure (CMI) avec une projection de 80% en 2020/2021.

Si on respecte mes procédures d'échantillonnage et de mesure sur CMI, publiées au niveau de la [Textile Research Journal](#) (une revue scientifique américaine, Ndlr), on pourra vendre la fibre de coton de l'Afrique de l'Ouest et du Centre partout dans le monde avec un risque de litige maximum de 10%. Mais cette méthodologie dort dans les tiroirs depuis plus de 12 ans parce que sa mise en place est purement une volonté politique comme d'ailleurs la transformation de la fibre de coton. Il faudrait que les Etats se lèvent pour dire que maintenant, ils veulent vendre leur coton avec les paramètres technologiques. Mais comme il y a des intérêts pour les négociants qui sont intermédiaires entre les producteurs de coton et puis les filateurs, on fait tout pour que ça ne marche pas. Il est temps qu'on arrête le classement manuel et visuel, surtout en ce qui concerne la détermination de la longueur de soie. Je suis prêt pour faire le débat avec n'importe qui.

Propos recueillis par Espoir Olodo